

y répondre. Pourrait-on dire à la Chambre quels progrès ont été réalisés en vue d'augmenter le prix du blé, depuis le retour du ministre de Genève, où il s'est occupé de renégocier l'Accord international sur le blé?

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le ministre du Commerce et plusieurs autres de mes collègues sont absents de la Chambre actuellement pour s'occuper de questions importantes. Voilà pourquoi ils ont dû partir. La période des questions a été longue et ils avaient un rendez-vous très important. Le ministre du Commerce traitera de cette question demain et je crois que mon ami sera très heureux de constater que le ministre s'est acquitté de sa tâche avec une très grande compétence, en Europe, l'autre jour.

LES FAILLITES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE PAR UNE COMMISSION ROYALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Justice. Elle intéresse un grand nombre de personnes et revêt une importance nationale. Étant donné le nombre croissant des faillites frauduleuses au Canada et la déclaration qu'a faite le commissaire McClellan de la Gendarmerie royale du Canada, à savoir que la pègre est à la veille de contrôler tous les secteurs de notre économie, le gouvernement a-t-il donné quelque considération à la demande de l'Association canadienne des marchands de bois et d'autres organismes qui demandent l'établissement d'une commission royale d'enquête sur tous les aspects des faillites qui surviennent au Canada?

[Français]

L'hon. Guy Favreau (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, cette question relève de mon ministère, et l'avis m'en a été référé par le ministre de la Justice et Procureur général (M. Cardin).

Sans admettre, nécessairement, toute la portée de l'assertion contenue dans la première partie de la question, je dois dire que toutes les représentations qui sont faites, toutes les recommandations, font l'objet d'une étude constante, tant par le ministre que par ses fonctionnaires et ses aviseurs spéciaux.

Et, à ce sujet, je dois rappeler à la Chambre qu'un comité de trois membres a été nommé et fait présentement, d'un façon active, une étude de toute la loi sur les faillites, tant sous son aspect économique et social que juridique.

Et, j'ai bonne confiance que dès que j'aurai eu ce rapport, je serai en mesure de faire au

ministère toutes les recommandations jugées appropriées, ou lui transmettre tous les recommandations de ce comité, si je le juge nécessaire.

[Traduction]

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au premier ministre suppléant. Il s'agit d'un sujet d'importance nationale grave. Le premier ministre suppléant pourrait-il dire à la Chambre si la nomination du gouverneur général devra attendre le retour, de l'Ouest canadien, du président de la Fédération libérale du Québec, qui aurait déjà dit, rapporte-t-on, que les Canadiens devraient commencer à s'interroger sur l'utilité du poste de gouverneur général et qui a promis de développer plus amplement cette thèse au cours de son voyage dans l'Ouest?

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LES CHEMINOTS—L'INSTITUTION D'UN TRIBUNAL D'ARBITRAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Est-il en mesure d'annoncer quand le tribunal d'arbitrage sera institué pour s'occuper des deux groupes d'employés des chemins de fer qui font la grève?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Je ne puis le faire avec précision aujourd'hui, monsieur l'Orateur. Toutefois, je puis dire que le travail relatif aux règlements est bien avancé et, comme j'en ai déjà fait part aux comités de négociation de certains syndicats de chemin de fer intéressés, j'espère annoncer l'institution du tribunal d'arbitrage et déposer les règlements lundi prochain, ou mardi au plus tard.

LA DÉFENSE NATIONALE

HALIFAX—LA DEMANDE DU CONSEIL PORTUAIRE DES MÉTIERS ET DU TRAVAIL RELATIVE AUX TAUX DE SALAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. M. Forrestall (Halifax): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre associé de la Défense nationale. S'il ne peut y répondre, peut-être vaut-il mieux la poser au Président du Conseil du Trésor. En tout cas, je voudrais demander à l'un ou l'autre quelles mesures on a prises pour répondre à la demande du conseil portuaire des métiers et du